

TUNISIE : LA CONTREBANDE DE MARCHANDISES ALGERIENNES FLEURIT

03 juin 2014

Kasserine, 80 000 habitants, au pied de la montagne Chaambi. La frontière algérienne est toute proche, ce qui fait de cette ville, parmi les plus pauvres de Tunisie, un lieu privilégié du commerce parallèle. Un quart du carburant consommé en Tunisie en proviendrait.



Le monument aux martyrs à Ezzouhour. En fond, un petit kiosque à essence de contrebande. ©Guillemin Rosi

La nuit, le long des routes, des lampions rouges signalent la présence de débits illégaux d'essence algérienne dans la région de Kasserine, à 300 kilomètres au sud-ouest de Tunis. Au cœur d'Ezzouhour, quartier pauvre de Kasserine, 30 à 40 de ces comptoirs vendent, au vu et su de tous, du carburant importé.

Si chaque région de Tunisie se targue d'avoir sacrifié à la révolution le plus grand nombre de martyrs, le quartier d'Ezzouhour (environ 20 000 habitants) est sans conteste l'un de ceux qui connurent les soulèvements les plus meurtriers. Sur son monument aux martyrs de la révolution, 19 noms sont inscrits. Depuis les émeutes de 2011, la situation économique – déjà désastreuse à l'époque – s'est détériorée dans tout le pays, et la pauvreté s'est accentuée, notamment à Kasserine, où la contrebande a considérablement augmenté.

Interdite mais nécessaire, néfaste mais tolérée, cette activité illégale est l'un des paradoxes de cette Tunisie des régions intérieures. Parmi les revendeurs, qui se considèrent surtout comme des commerçants locaux et non comme des contrevenants, beaucoup ont choisi cette voie après avoir terminé leurs études et recherché en vain un emploi.

De chômeurs à contrebandiers

Posté sur un des grands boulevards de la ville, Aymen* veille de près sur son stock de carburant. Après quelques années passées en Italie, ce jeune homme de 28 ans, né à Kasserine, a repris, il y a cinq ans, l'affaire de ses frères emprisonnés. « *Je sers à peu près 20 voitures par jour, surtout des clients réguliers* », dit-il. Diplômé en mécanique, sans travail, Aymen réalise ici 20 dinars (9 euros) de bénéfice par jour, grâce à une marge d'un dinar par bidon de 20 litres vendu. Un revenu réalisé au grand jour, sous le regard des forces de l'ordre qui n'interviennent jamais. « *On avait des problèmes sous Ben Ali, mais plus trop depuis sa chute* », constate-t-il. Aymen a même inscrit son numéro de téléphone sur son modeste stand. Il refuse toutefois de se laisser prendre en photo ou de donner son nom. La fragile impunité dont il bénéficie s'accommoderait mal d'une publicité médiatique. Et il connaît le sort réservé à certains contrebandiers : ses deux frères ont été condamnés respectivement à six et sept ans de prison pour leurs activités illégales.

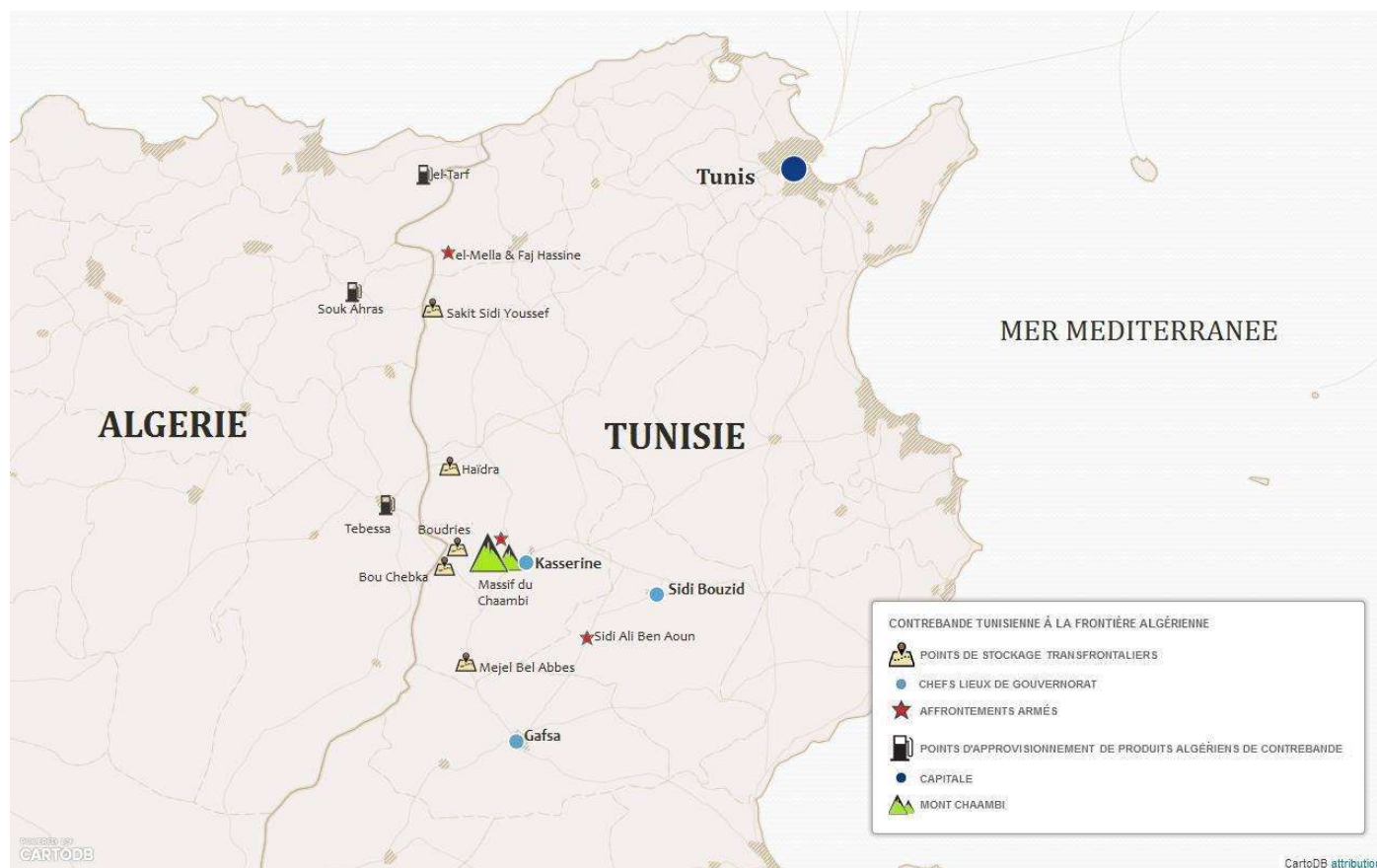
Quelques rues plus loin, dans le quartier d'Ezzouhour, Mehdi*, 25 ans, est dans la même situation sans espoir : « *J'ai une formation en chaudronnerie et en soudure, que j'ai terminée en 2008, mais je n'ai pas trouvé de travail* ». Depuis quatre ans, il écoule son carburant dans une station improvisée, aidé de trois collègues. L'essence a trempé le sol du parking tant l'affluence est grande : environ 20 véhicules s'y arrêtent chaque jour pour faire le plein. Ici, la maréchaussée n'intervient que pour contrôler les clients, jamais les revendeurs. Les activités de contrebande sont un palliatif au chômage de masse, et les policiers se souviennent que c'est l'arrestation et le suicide d'un vendeur de fruits et légumes qui avaient embrasé la région le 17 décembre 2011, à Sidi Bouzid, à seulement 70 kilomètres de là.

Un trafic frontalier de grande envergure

Aucun de ces deux revendeurs ne transporte lui-même l'essence venue d'Algérie. Selon Aymen, ce carburant proviendrait de Boudries, un village frontalier de l'autre côté du mont Chaambi. Celui de Mehdi arriverait de Sahraoui, au nord-est d'Haïdra, localité située également près de la frontière. Boudries, Sahraoui, Haïdra, mais aussi Bou Chebka, Sakit Sidi Youssef, Mejel Bel Abbes, toutes ces villes et villages seraient, selon les observations de l'ONG International Crisis Group (ICG), des points de livraison de contrebandiers algériens. En Algérie, « *ils attendent les camions-citernes qui remplissent les stations-service et transfèrent le carburant, généralement à l'aide de véhicules utilitaires, vers les nombreux points de stockage – sorte de petites maisons-entrepôts. Celles-ci chevauchent les étendues frontalières [...] entre Tabarka et Kasserine, lesquelles sont traversées par des pistes empruntables à dos d'âne ou en automobile* », indique ICG. Le trafic de carburant s'effectue ainsi sur plusieurs centaines de kilomètres de frontière poreuse.

Dans un rapport publié en décembre 2013 et intitulé « Estimation du commerce informel au travers des frontières terrestres tunisiennes », la Banque mondiale affirme que, bien qu'il soit « *difficile de déterminer précisément le niveau du commerce informel avec l'Algérie [...], on estime que près du quart du carburant consommé en Tunisie provient d'importations illégales d'Algérie* ». Soit

921 600 m³ par an. Sachant que le litre de carburant en Algérie est en moyenne vendu 0,21 euro, et que le revendeur tunisien le rachète à 0,43 euro, les réseaux de trafiquants se partageraient chaque année plus de 200 millions d'euros. Une manne dont ont profité les familles Ben Ali, Trabelsi et consorts, tout en permettant l'enrichissement de barons locaux.



Carte de la contrebande tunisienne à sa frontière avec l'Algérie.

©Guillemin Rosi. Sources : International Crisis Group

Les Kasserinois ne voient pas tous ce commerce comme un fléau. Pour Borhen Yahyaoui, résidant à Ezzouhour, « *la contrebande n'est pas mauvaise puisque, de toute façon, les taxes sur le commerce légal ne sont pas bien utilisées* ». Ce journaliste, président d'une association de jeunes promoteurs et vice-président du bureau régional de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica, le Medef tunisien) est partisan d'une zone franche à la frontière tuniso-algérienne. Mais pour lui, les problématiques les plus urgentes restent l'emploi et la sécurité.

Ezzouhour est le quartier le plus défavorisé d'un gouvernorat le plus pauvre d'un État au bord de la faillite. Il y a donc fort à parier que ce commerce parallèle, qui assure une survie précaire à de nombreuses familles, soit appelé à perdurer.

Guillemin Rosi à Kasserine (Monde Académie)

*Les prénoms ont été modifiés pour des raisons de sécurité.